

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 13/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **EWELLIX**

148 rue Félix Esclangon  
ZI de Bissy  
73000 CHAMBERY

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/01/2023 dans l'établissement EWELLIX implanté 148, rue Félix Esclangon ZI de Bissy 73000 CHAMBERY. L'inspection a été annoncée le 02/12/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée afin d'examiner les suites à donner à l'étude de dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie et des rétentions des eaux d'extinction, pour in fine mettre en œuvre des dispositifs effectifs. La précédente visite d'inspection de l'établissement avait, pour rappel, été réalisée le 06/10/2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EWELLIX
- 148, rue Félix Esclangon ZI de Bissy 73000 CHAMBERY
- Code AIOT : 0010700009
- Régime : Autorisation

La société EWELLIX exploite une activité de travail mécanique des métaux, de dégraissage et de traitement des métaux. Elle fabrique depuis 1970 des vis à billes et à rouleaux utilisées dans un grand nombre d'applications industrielles pour le marché médical, l'aéronautique, la robotique, l'armée. Elle bénéficie à ce titre d'un arrêté préfectoral du 03/02/2014, et d'un arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'étude des rejets des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) en date du 29/08/2012.

L'équipementier automobile allemand SCHAEFFLER a finalisé l'acquisition d'EWELLIX le 3 janvier

2023. Dans le cadre de son développement, de nouveaux investissements vont porter sur l'installation d'un nouvel atelier de traitement thermique automatisé au sein d'une extension du bâtiment existant, sur la poursuite de la robotisation des lignes de production et la rénovation thermique des bâtiments.

L'inspection a permis de faire le point sur l'avancement de l'étude de dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie, et des rétentions des eaux d'extinction.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 14	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois et 9 mois
2	Prévention du risque pollution par eaux extinction incendie	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 19 V	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois et 9 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'absence de maîtrise concernant la disponibilité en eau pour la lutte contre l'incendie, et le confinement des eaux d'extinction, nécessite de la part de l'exploitant d'affiner l'étude D9/D9A et de proposer des solutions à mettre en oeuvre afin d'être conforme à la réglementation en vigueur relative d'une part aux moyens de lutte contre l'incendie et d'autre part à la prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction.

Les dispositifs retenus devront être validés par le SDIS.

**A défaut de précisions complémentaires de la part de l'exploitant, le dimensionnement présenté dans l'étude de juin 2020 sera retenu par l'inspection des installations classées dans le cadre de la révisions des prescriptions réglementaires applicables à l'établissement.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, besoin en eau défense incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] 3. D'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis favorable des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.
<b>Constats :</b> Outre les poteaux incendie de la voie publique, EWELLIX ne dispose pas de réserve d'eau incendie.  L'étude D9, réalisée par l'entreprise SOCOTEC en juin 2020, a dimensionné les besoins en eau du site pour la défense extérieure contre l'incendie à environ 1020 m³. Avec un débit disponible sur le réseau d'eau public de 187 m³/h, SOCOTEC estime la réserve d'eau à prévoir sur site à environ 646 m³. Cette étude n'est pas remise en cause par le SDIS, qui indique toutefois que le débit disponible sur les poteaux incendie situés à moins de 100 m autour du site, utilisé pour le calcul de l'étude D9, semble sous-estimé. L'exploitant pourrait utilement prendre directement contact avec le service des Eaux de Grand Chambéry, gestionnaire du réseau d'eau public, afin de vérifier la possibilité de réduire le volume de la réserve d'eau à prévoir sur site.  Cela étant, le débit calculé par SOCOTEC ne pourra être obtenu totalement à partir du réseau d'eau public. Une ou plusieurs réserves d'eaux, propres au site et accessibles en permanence aux secours extérieurs ou internes à l'établissement, doivent être étudiées et proposées.
<b>Observations :</b> L'inspection demande à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"><li>• finaliser, <b>sous 3 mois</b>, l'étude de dimensionnement et de réalisation d'une ou plusieurs réserves d'eau propres au site;</li><li>• réaliser, <b>sous 9 mois</b>, la mise en oeuvre du dispositif permettant la disponibilité effective du volume d'eau nécessaire pour la défense extérieure contre l'incendie du site.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

## N° 2 : Prévention du risque pollution par eaux extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 19.V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétention eaux incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. [...] Les eaux d'extinction collectées sont éliminées si nécessaire après contrôle de leur qualité vers les filières de traitement des déchets appropriées.
<b>Constats :</b> Il n'existe pas de dispositif de rétention des eaux d'extinction d'incendie sur le site.  L'étude D9A, réalisée par l'entreprise SOCOTEC en juin 2020, estime le volume nécessaire de rétention des eaux d'extinction incendie à environ 1000 m <sup>3</sup> .  Ce volume relativement important est dû au dimensionnement des besoins en eau basé sur l'extinction d'un feu généralisé de la surface du bâtiment de 7500 m <sup>2</sup> non recoupée. Dans le prolongement de l'étude D9/D9A, l'exploitant pourrait solliciter un bureau d'étude afin d'étudier les solutions techniques envisageables pour limiter la surface non recoupée (aménagement de protection coupe-feu, etc.) et la volumétrie théorique à confiner en cas d'incendie, et proposer différentes options de rétention compte-tenu de l'aménagement du site.
<b>Observations :</b> L'inspection demande à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"><li>• finaliser, <b>sous 3 mois</b>, l'étude de dimensionnement et de réalisation du dispositif de rétention;</li><li>• réaliser, <b>sous 9 mois</b>, la mise en oeuvre du dispositif de confinement conforme à l'article 19.V de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale